

ÉRIC DENÉCÉ : « EMMANUEL MACRON S'EST TOTALEMENT ALIGNÉ SUR L'INSOUTENABLE POSITION AMÉRICAINE CONCERNANT L'IRAN »

Par **Simon Woillet** - 28 février 2020

©Kilian Martinetti



Nous avons rencontré Éric Denécé, président du Centre français de recherche sur le renseignement CF2R, spécialiste des questions d'intelligence économique. Nous l'avons interrogé sur les positions géopolitiques actuelles de la France ainsi que sur leurs conséquences quant à la défense des industries stratégiques telles qu'Alstom, ou Technip, que les gouvernements successifs peinent à préserver. Entretien réalisé par Simon Woillet. Photos de Kilian Martinetti. Retranscription de Dominique Girod.

LVSL – Quel regard portez-vous sur la position défendue par Emmanuel Macron quant au rapprochement apparent à l'égard de la Russie depuis le G7, les déclarations sur l'état de mort cérébrale de l'OTAN, et plus récemment la rencontre avec le président Ukrainien sur la question du Donbass ?

Éric Denécé – Pour une fois je suis d'accord avec Emmanuel Macron, c'est n'est pas seulement que l'OTAN est en état de mort cérébrale, c'est qu'elle est morte depuis longtemps ! L'Organisation aurait dû disparaître, ni en 1989 ni même en 1992, mais au cours de la seconde moitié des années 90, alors que nous étions pleinement capables d'évaluer, 5 à 6 ans après la fin de la Guerre froide, qu'il n'existait plus de menace stratégique à l'Est en raison de l'implosion de l'URSS. Dès lors, l'OTAN en tant qu'organisation militaire n'avait plus de raison d'être ; la garder telle qu'elle n'avait aucun sens. Une autre aberration dans les choix stratégiques effectués par la France ces dernières années a été la

décision de Nicolas Sarkozy d'entrer à nouveau dans le commandement intégré de l'OTAN, car cela a participé de la relégitimation de cette organisation, sans aucune contrepartie sérieuse pour la France.

Dans l'absolu, cette prise de position d'Emmanuel Macron est alors une bonne chose. Mais regardant plus largement la politique étrangère du locataire de l'Élysée, je pense que cela est purement déclaratoire et crains que cela ne soit guère suivi d'effets concrets. D'ailleurs, j'observe que la coopération militaire entre la France et la Russie est au point mort et que les relations diplomatiques et économiques tardent à se réchauffer. Surtout, une nouvelle fois, Emmanuel Macron s'est totalement aligné sur l'insoutenable position américaine concernant l'Iran. Il semble donc qu'il ne s'agisse que de velléités ou d'une comédie pour donner l'impression à l'opinion que nous avons une certaine autonomie vis-à-vis de Washington. Dans les faits, il n'en est rien.

©Kilian Martinetti

Pourtant, l'OTAN est bien une illusion que les États-Unis s'acharnent à faire vivre pour défendre leur influence au profit de leurs seuls intérêts. Ce n'est plus une organisation internationale, mais bien une structure américaine à laquelle participent ses supplétifs européens ayant, pour la plupart d'entre eux, abdiqué leur souveraineté. Ils ne cherchent ni à peser sur les affaires du monde, ni à se défendre, ainsi qu'en témoignent les budgets militaires ridicules des États du Vieux continent.

La France le mesure chaque jour à travers l'opération *Barkhane*, par laquelle nos armées luttent seules contre le danger islamique au Sahel. Malgré nos sollicitations répétées, aucun État européen n'est venu nous épauler de manière sérieuse. Les citoyens-consommateurs de l'Union européenne, uniquement préoccupés par leur bien-être matériel, ne se sentent pas concernés : pas plus d'ailleurs leurs chefs d'État.

Certes, Macron semble vouloir essayer de faire vivre l'Europe en relançant le dialogue autour de la question ukrainienne. Mais cela n'est qu'illusion. Tout se décide à Washington et Poutine le sait. Nous ne faisons guère plus que de la figuration et l'Europe est en pleine léthargie politique et diplomatique. Elle ne

semble capable que de produire des normes...

LVSL – Comment analysez-vous l'impact de l'idéologie atlantiste sur le champ politique français actuel ?

É. D. – Cet impact est énorme et touche aussi bien la droite que la gauche. Nos élites sont de plus en plus acquises aux idées néoconservatrices américaines. Je pense que nous avons à faire à de « nouveaux gallo-romains », qui ont le sentiment que l'Empire américain est tellement puissant – et la France et l'Europe tellement faibles – que mieux vaut se rallier à la puissance dominante que d'essayer de lutter pour une indépendance qu'ils estiment illusoire. Pour eux, mieux vaut faire acte de vassalité volontaire et négocier les pertes de souveraineté économiques et stratégiques plutôt que de se faire écraser. Raisonnablement, en soi, contient évidemment sa part de vérité.

Le centre-droit, les libéraux, la démocratie chrétienne, ont toujours été très atlantistes. C'est également devenu le cas pour une certaine gauche, qui après avoir été longtemps tiers-mondiste, s'est embourgeoisée et boboisée, et à fini par considérer qu'il n'y avait rien à faire pour les pays en développement, embourbés dans la corruption, les divisions et leurs contradictions internes. Cette gauche a donc fait un virage à 180 degrés et s'est rangée à la vision néoconservatrice américaine du monde, soutenant l'invasion de 2003 en Irak, la guerre contre le terrorisme, la condamnation de l'Iran et de la Russie et tous les régimes islamistes du Golfe que protègent les Américains.

©Kilian Martinetti

Il existe toujours un courant gaulliste qui prône le retour à une souveraineté assumée, et une gauche radicale anti-américaine. L'un et l'autre, en dépit de leurs différences, composent le « mouvement » souverainiste, lequel est régulièrement accusé de populisme par ses détracteurs acquis à la mondialisation sous leadership américain.

LVSL – Pensez-vous qu'on puisse interpréter la participation, par exemple, de Brune Poirson ou Coralie Dubost, au programme Young Leaders de la France China Foundation, comme un des signaux

faibles d'un changement de mentalité de la sphère politique française ?

É. D. – Je pense qu'il ne faut pas surestimer l'impact de ces programmes et rappeler que les Américains ont été les premiers à instituer des programmes Young Leaders au début de la Guerre froide pour accueillir des membres des élites européennes. Leur rôle est effectivement de diffuser des idéaux favorables aux puissances qui les mettent en place, auprès de personnalités publiques jugées potentiellement influentes à l'avenir, et contribuer ainsi à une forme d'endoctrinement. Mais en général, une forme d'adhésion idéologique des participants est déjà acquise en amont. Il s'agit en réalité quasiment d'un voyage touristique payé par le pays organisateur, et qui relève plus de la diplomatie culturelle qu'autre chose. Cependant, la logique même de ces programmes est suspecte, et je pense qu'il faut dans la mesure du possible considérer qu'il est inutile et potentiellement néfaste pour tout représentant de la classe politique française de se faire payer un séjour de ce type par une puissance étrangère car cela fait de lui un agent d'influence, conscient ou inconscient.

LVSL – Considérez-vous qu'il existe un lien essentiel entre orientations géopolitiques, diplomatiques, et stratégie industrielle et si oui comment le caractériseriez-vous ?

É. D. – Dans le cas des États-Unis, c'est évident. Parce que les Américains ont une véritable stratégie, avec des objectifs précis et se donnent les moyens d'y parvenir. Et cette stratégie se décline sur les plans politique, militaire, culturel, économique, juridique, industriel. On peut reprocher beaucoup de choses aux États-Unis, mais pas de défendre leurs intérêts. Si leur politique me semble catastrophique pour le monde et la France, force est de constater qu'ils se battent pour ce en quoi ils croient. Et, s'ils réussissent, c'est aussi – outre leur puissance – parce que peu d'autres d'acteurs internationaux ont élaboré des stratégies pour assurer leur souveraineté dans le monde actuel. Poutine en est un bon exemple, d'où les succès récents de la Russie. Mais rien de tel n'existe en Europe, pas même en France ou au Royaume-Uni.

LVSL – Selon vous, assiste-t-on à un renforcement de la prise de

conscience quant à la nécessité d'élaborer une stratégie industrielle souveraine dans la classe politique française ? Les problèmes principaux sont-ils du côté d'un manque d'outils juridiques de protection ou bien du côté d'une absence de volonté politique ?

É. D. – Je n'en suis malheureusement pas convaincu. Comme à l'accoutumée, dès qu'une affaire surgit – et elles sont nombreuses : ALSTOM, BNP Paribas, Technip, Société générale, etc. – nous nous agitons, nous multiplions les déclarations tonitruantes, mais tout cela n'est guère suivi d'effets. Et lorsque nous produisons des lois, celles-ci ne sont pas appliquées... car nous craignons les rétorsions américaines à nos ripostes. Tout cela traduit un manque de compréhension des enjeux économiques internationaux et de préparation, un manque de courage, de volonté et de suite dans les idées.

©Kilian Martinetti

A l'évidence, nous pensons que nous ne pouvons pas changer la situation existante, que nous n'en avons pas les moyens... ce qui est évidemment erroné. Paradoxalement, nous sommes les seuls en Europe à avoir quelques sursauts salvateurs. Nos partenaires se sont, pour l'essentiel, déjà couchés. Il me semble donc inapproprié de parler de stratégie industrielle ou de souveraineté en l'état actuel des choses.

LVSL – Les acteurs économiques privés français vous semblent-ils plus éveillés et réactifs que la sphère politique sur ces questions de souveraineté industrielle et stratégique ? Quelle différence existe-t-il selon vous dans les relations entre le monde public et privé en France et aux États-Unis quant à ces enjeux ?

É. D. – Si aux États-Unis les entreprises et l'administration publique coopèrent systématiquement pour leurs actions internationales (*Advocacy Policy, National Economic Council*, etc.), la situation est plus aléatoire en France. Si le Quai d'Orsay s'est investi dans la diplomatie économique, l'intégration des services de renseignement à ce dispositif demeure très modeste. Une lente prise de conscience a lieu chez nos acteurs économiques, car ils mesurent chaque jour la forte propension à l'hégémonisme économique des

Américains. Mais n'oublions pas que les échanges (import/export/licences/brevets, etc.) avec les États-Unis est important. Nous sommes à la fois dépendants et interdépendants. Surtout, le poids du dollar et des lois américaines sur le commerce international nous interdisent d'entrer dans une stratégie frontale contre Washington. Cela n'est d'ailleurs pas le but.

©Kilian Martinetti

Donc entre la prise de conscience des contraintes que nous imposent nos « alliés » d'outre-Atlantique et nos possibilités de réaction... il y a un gouffre. Ainsi, plusieurs entreprises françaises ont dû de nouveau quitter l'Iran la mort dans l'âme suite au rejet américain du *Joint Comprehensive Plan of Action*, de craintes des sanctions de Washington.

LVSL – Comment caractériser les relations entre le monde juridique et les institutions de renseignement dans le système américain : on songe ici au cas Alstom et à la Société Générale ?

É. D. – Il existe une coordination étroite entre le *Department of Justice*, qui édicte les lois, les services de renseignement (CIA, NSA) qui repèrent les contrevenants, le FBI qui les poursuit, sans oublier le département du Commerce et les entreprises qui identifient les entreprises à attaquer (pour les racheter ou les détruire). À cela, il convient d'ajouter les pressions politiques qui émanent du département d'État. C'est un outil bien rôdé et redoutablement efficace.

N'oublions jamais deux éléments essentiels : à partir de 1996, les États-Unis ont conduit une large réflexion sur le monde d'après-guerre froide et ont compris – et décidé – que l'économie serait le nouveau terrain d'affrontement entre États. Ils ont donc bâti une stratégie en ce domaine et se sont dotés de moyens d'action. Puis, à partir de 2002, grâce au *Patriot Act* – officiellement destiné à lutter contre le terrorisme – ils ont considérablement développé leurs agences de renseignement, notamment technique. Ce n'est un secret pour personne que leur action est essentiellement orientée vers des sujets économiques et que le terrorisme – certes bien réel – n'a été qu'un prétexte pour permettre la mise sur écoute de la planète.

LVSL – Pensez-vous que la réaction chinoise aux arrestations de dirigeants de Huawei au Canada puisse servir de modèle à nos décideurs en cas d'agression économique ? Y a-t-il un pays en Europe qui vous semble plus réactif sur ces questions que la France ?

É. D. – J'ai été très intéressé par cette différence de réaction entre la Chine et la France. Les Chinois ont immédiatement répliqué en faisant arrêter et en plaçant sous résidence surveillée un homme d'affaires et un ancien diplomate américains. Nos autorités politiques auraient dû réagir exactement de la même façon lorsque Frédéric Pierucci a été arrêté et emprisonné aux États-Unis dans le cadre de l'affaire ALSTOM.

Malheureusement, cela ne peut être un exemple ; car les Chinois ont à la fois la volonté de riposter et la puissance. Les Américains, en dépit des rodomontades de Trump, savent qu'ils ne peuvent aller trop loin. Rien de comparable, donc, avec la France, ce qui ne veut pas dire que nous n'avons pas de moyens d'action. Mais soit nos élites n'en ont pas conscience, soit elles ne veulent pas les utiliser.

©Kilian Martinetti

Pourtant, Trump est pour nous le président idéal. D'une part, ses réactions « cash » et sa politique étrangère unilatérale génèrent de plus en plus d'anti-américanisme dans le monde, alors même que paradoxalement, il souhaite que son pays se désengage de certaines de ses responsabilités internationales en matière de sécurité. D'autre part, sur le plan intérieur, il s'est attaqué au règne de l'Establishment américain qui a très mal vécu de voir le pouvoir lui échapper et cherche à le destituer par tous les moyens. Cela crée un contexte très favorable pour l'Europe. Mais aucun leader politique ne semble vouloir exploiter cette opportunité.

AIDEZ-NOUS À GRANDIR

Le Vent Se Lève n'existe que grâce au soutien de sa communauté de lecteurs.

Si vous aimez notre travail, faites un don à l'association, votre soutien